16/09 Fédération du conseil, de l'ingénierie et du numérique, Dominique Rousseau passe la main à Michel Orionot

lundi 16 septembre 2013, par [lpe](#)

La fédération régionale Poitou-Charentes des syndicats des métiers de la prestation intellectuelle du Conseil, de l'Ingénierie et du Numérique, CINOV, change de président.

Après trois années de mandat, Dominique Rousseau, gérant du cabinet de conseil en management Attitude consultants, à Poitiers, vient d'être élu vice-président national de la fédération CINOV et transmet la présidence régionale à Michel Orionot, Gérant du Groupe Alliance 2i, cabinet d'ingénierie pour la construction et l'agro-alimentaire, à La Rochelle.

La fédération CINOV est l'interlocuteur, au nom de la branche, des ministères, des collectivités locales, des organismes publics ou associatifs. À ce titre, elle est signataire des conventions collectives et autres accords de branche.

Au plan national, ce sont plus de 3 200 entreprises de prestations intellectuelles qui sont représentées à travers CINOV. La fédération réunit des structures professionnelles indépendantes de toutes les disciplines : informatique, management, infrastructures, environnement, construction, industrie, acoustique, ergonomie, restauration et hôtellerie, édition de logiciels, pilotage et coordination, portage salarial.

Au niveau de la Région Poitou-Charentes, la branche représente 649 entreprises et 3 554 emplois en développement continu ces dernières années.

A l'occasion de sa réunion de rentrée, le 9 septembre dernier à Poitiers, Michel Orionot a présenté les grandes lignes du programme d'actions à venir en Poitou-Charentes, parmi lesquelles la poursuite du travail d'information des adhérents, de l'adaptation des conditions d'assurances au regard des responsabilités des sociétés de conseils ou d'ingénierie, et de la défense à exercer vis-à-vis des formes de concurrence déloyale.

La communication sera également à l'ordre du jour, puisque la fédération, qui vient de célébrer 100 ans d'existence, en a profité pour changer d'identité, abandonnant son ancienne appellation de "Chambre de l'Ingénierie et du Conseil de France".